

COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Une bagarre commerciale du vendredi soir?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

Comme nous nous y attendions, tard mardi soir, le président américain, Donald Trump, a décidé de reporter l'application de [droits de douane de 50 %](#) sur environ 5 % des exportations canadiennes vers les États-Unis, invoquant des progrès dans les négociations avec le Canada. Mais ce répit dans les tensions commerciales n'allait durer que trois jours. Ainsi, ce jeu de la surenchère pourrait se poursuivre ce soir, alors que les droits de douane doivent entrer en vigueur à 0 h 01, heure de l'Est, le 22 août 2026.

Toutefois, depuis le report des tarifs douaniers mardi, des détails sur un accord potentiel ont commencé à filtrer, bien qu'ils ne soient pas officiels. Par exemple, les premiers ministres provinciaux se sont montrés ouverts à la demande de remettre les alcools américains sur les tablettes des magasins. Quant à savoir s'ils le feront, c'est une autre question, car cela dépendra certainement de ce qu'ils recevront en retour. Des rumeurs faisant état de réductions des droits sur l'acier et l'aluminium, qui passeraient de 50 % à 25 %, ont circulé. Une diminution de 25 % à 15 % des droits de douane sur les automobiles ferait également l'objet de discussions. Les quotas et les droits de douane sur les produits laitiers demeureront sans doute un point de friction. Bien que le président Trump ait également revendiqué la victoire sur ce front, le gouvernement fédéral continue de défendre vigoureusement le système de gestion de l'offre du Canada. Dans cette optique, il est raisonnable de se poser les questions suivantes : les négociateurs canadiens auront-ils fait assez de concessions pour satisfaire le président et éviter les nouveaux droits de douane? Est-ce que ces concessions en vaudront la peine? Et seront-elles suffisantes pour prévenir de futures menaces d'imposition de droits de douane? Au moment d'écrire ces lignes, ces questions demeurent sans réponse (bien

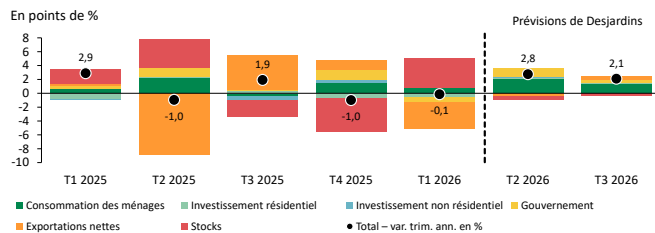
qu'elles aient été explorées plus en profondeur dans notre [Commentaire hebdomadaire](#) de la semaine dernière).

Ce que nous savons, c'est que l'incertitude commerciale persistante nuit à l'économie canadienne. La volatilité des données sur le commerce et les stocks a largement alimenté les récentes fluctuations de la [croissance globale du PIB réel](#) (graphique 1). Parallèlement, la croissance de la demande intérieure finale a été étonnamment résiliente dans le récent contexte d'incertitude économique découlant des actions américaines, tant aux États-Unis qu'à l'international. Mais ces résultats sont fortement soutenus par d'importants [transferts de revenus fédéraux](#), qui stimulent la consommation, ainsi que par une hausse des [dépenses publiques en santé](#) et [en défense](#), lesquelles gonflent la contribution du gouvernement au PIB réel. Par conséquent, il n'est pas certain que la vigueur récente de l'économie canadienne soit véritablement le résultat d'une résilience sous-jacente ou plutôt de dépenses publiques financées

Graphique 1

La demande intérieure finale est solide, malgré les fluctuations du commerce et des stocks

Contributions à la variation de la croissance trimestrielle annualisée du PIB réel



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	1	À surveiller	3	Indicateurs économiques	5
-------------------------------	---	--------------------	---	-------------------------------	---

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
 Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
 Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
 Francis Généreux, économiste expert • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior • Sonny Scarfone, économiste principal
 Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste

Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE** : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

par l'endettement. Dans ce dernier cas, l'économie pourrait connaître un regain éphémère, tandis que la dette contractée pour le financer pourrait subsister indéfiniment.

L'investissement des entreprises est la composante de la demande intérieure finale la moins altérée par l'augmentation des dépenses publiques. Bien entendu, les divers paliers de gouvernement font tout leur possible pour soutenir les secteurs les plus directement touchés par les tarifs douaniers, tels que l'acier, l'aluminium, l'automobile, le bois d'œuvre, etc. Toutefois, les mesures adoptées ont eu tendance à être assez ciblées jusqu'à présent. Des mesures plus larges axées sur l'offre, comme celles présentées dans le [budget de 2025](#), contribuent sans doute également à soutenir l'investissement dans les structures, l'équipement et les logiciels qui améliorent la productivité. Le rythme effréné des annonces et des stratégies d'investissement au niveau fédéral attire également l'attention des investisseurs mondiaux, dont plusieurs se rendront à Toronto en septembre pour évaluer les occasions qui s'offrent à eux. Dans l'ensemble, c'est une bonne nouvelle pour l'investissement privé au Canada.

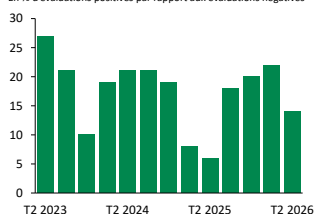
Cependant, malgré tout le soutien et les moyens déployés par les gouvernements au Canada, l'investissement des entreprises s'est fait très timide pendant une grande partie de la dernière année et demie. Et cette situation est peu susceptible de changer prochainement (consultez nos dernières [Prévisions économiques et financières](#)). Selon la plus récente *Enquête sur les perspectives des entreprises* de la Banque du Canada, les craintes liées au commerce qui ont fait chuter la confiance des entreprises au cours des six premiers mois de 2025 ont maintenant été supplantées par des inquiétudes concernant la hausse des coûts (graphique 2). Ces craintes sont en grande partie attribuables à la hausse des prix de l'énergie et précèdent les plus récentes turbulences commerciales, ce qui risque de plomber davantage la confiance des entreprises au troisième trimestre de 2026.

Graphique 2

La guerre en Iran a contribué à une détérioration de la confiance des entreprises

Confiance des entreprises selon la Banque du Canada

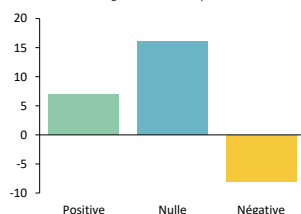
En % d'évaluations positives par rapport aux évaluations négatives



Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

Incidence de la guerre en Iran sur les ventes futures

Contribution de la catégorie au solde des opinions

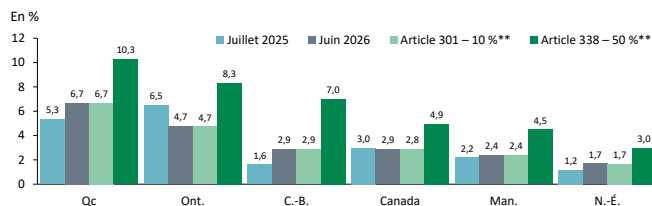


Bien sûr, comme [nous l'avons régulièrement souligné](#) par le passé, toutes les provinces n'ont pas été touchées de la même manière par les récents chocs commerciaux et énergétiques. L'Alberta et la Saskatchewan ont bénéficié de droits de douane préférentiels sur les importations américaines d'énergie et de potasse, tandis que la hausse récente des prix des matières premières a stimulé les revenus des entreprises et des gouvernements de ces provinces. Ces exemptions devraient également être maintenues, selon la dernière série de droits de douane proposés. En revanche, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont subi plus pleinement les effets des tarifs douaniers américains, et cette situation risque de s'aggraver si les dernières menaces se concrétisent (graphique 3). Par conséquent, nous prévoyons que les investissements des entreprises au Canada évolueront à deux vitesses dans un avenir prévisible : ils seront soutenus dans les ouvrages non résidentiels liés aux secteurs minier et pétrolier et gazier, mais faibles dans la machinerie et l'équipement.

Graphique 3

Le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique pourraient être les provinces les plus touchées par la hausse des droits de douane

Taux effectif moyen des tarifs américains sur les importations en provenance du Canada, par province (non désaisonnalisé)*



* Taux effectif moyen des tarifs fondé sur les droits calculés au niveau HS6, en fonction des exportations provinciales vers les États-Unis. Les données comprennent les tarifs généraux (EEPA, article 122) et sectoriels (article 232), mais excluent les droits compensateurs et antidumping sur le bois d'œuvre; ** Estimation de Desjardins selon les données douanières au 1^{er} juin 2026. L'article 301 correspond au nouveau tarif général, tandis que l'article 338 correspond à la menace tarifaire de 50 %, combinée au nouveau tarif général.

Statistique Canada, US International Trade Commission et Desjardins, Études économiques

Il faut garder à l'esprit que ces perspectives sombres pour l'investissement des entreprises au Canada reposent sur l'hypothèse que les négociations commerciales entre le Canada et les États-Unis donneront lieu à peu de progrès tangibles et réalisables. La conclusion d'une entente qui améliore de façon significative l'environnement commercial nord-américain serait le meilleur dénouement pour les deux pays. On espère toujours que cette bagarre commerciale du vendredi soir se terminera par un match nul et fera place à une amitié durable.

À surveiller

MARDI 25 août - 9:00

Juin	a/a
Consensus	1,70 %
Desjardins	1,90 %
Mai	1,63 %

MARDI 25 août - 10:00

Août	
Consensus	90,2
Desjardins	89,8
Juillet	90,8

MARDI 25 août - 10:00

Juillet	taux ann.
Consensus	620 000
Desjardins	650 000
Juin	628 000

MERCREDI 26 août - 8:30

Juillet	m/m
Consensus	0,1 %
Desjardins	0,1 %
Juin	0,3 %

JEUDI 27 août - 8:30

T2 2026	G\$
Consensus	8,60
Desjardins	-0,80
T1 2026	-7,18

ÉTATS UNIS

Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (juin) – Les prix des maisons sur le marché de la revente ont légèrement diminué pendant trois mois consécutifs entre février et avril. Le gain de 0,15 % en mai constituait donc la première hausse mensuelle depuis janvier. On s'attend à un gain semblable pour le mois de juin. La remontée des ventes de propriétés existantes en mai et en juin suggère une demande plus forte qui a pu aider les prix à rester en hausse. Le gain mensuel prévu permettrait à la variation annuelle de l'indice S&P/Case-Shiller de s'accélérer légèrement de 1,6 % à 1,9 %.

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (août) – L'indice de confiance du Conference Board a presque tout perdu en juillet (-1,4 point) ce qu'il avait gagné en juin (+1,6 point). L'humeur des ménages demeure donc fragile et la situation reste floue pour août. Les indices de l'Université du Michigan et TIPP ont d'ailleurs diminué au cours du présent mois. On s'attend aussi à un modeste recul de l'indice du Conference Board. La remontée des prix de l'essence, la hausse des taux d'intérêt et le ralentissement du marché du travail (malgré la faiblesse des demandes d'assurance-chômage) sont aussi des facteurs risquant de miner l'humeur des consommateurs. La Bourse se porte cependant un peu mieux qu'à la mi-juillet, ce qui pourrait offrir un certain soutien. On prévoit ainsi une baisse d'un point de l'indice de confiance du Conference Board.

Ventes de maisons neuves (juillet) – Après des baisses en avril et en mai, les ventes de maisons individuelles neuves ont enregistré une hausse de 1,6 % en juin. On s'attend à un autre gain pour le mois de juillet. La remontée de l'octroi de permis de bâtir durant ce mois ainsi que l'évolution récente des recherches en ligne pour de nouvelles maisons pointent en ce sens. La situation est cependant fragilisée par la remontée des taux d'intérêt hypothécaires. De plus, la confiance des constructeurs poursuit sa tendance baissière. Une hausse pourrait survenir en juillet, mais il ne faut pas trop tabler sur une tendance positive très prononcée ni très durable.

Dépenses de consommation (juillet) – La consommation réelle s'est montrée forte en mai et en juin, avec deux gains successifs de 0,4 %. En juin, on a notamment vu les ventes d'automobiles, la consommation des autres biens durables, la consommation de biens non durables ainsi que celle de services (excluant l'énergie et la restauration) s'accélérer. La situation devrait se montrer moins fébrile pour juillet. Le nombre de véhicules neufs vendus a diminué pour la première fois depuis avril. Les ventes au détail ont subi leur pire chute mensuelle depuis mai 2025, suggérant une diminution de la consommation réelle des biens durables et non durables. Les services devraient par contre sauver la mise et faire que la consommation réelle ait plutôt stagné dans son ensemble en juillet. Une hausse de 0,1 % du déflateur des dépenses de consommation devrait amener un gain équivalent de la consommation nominale. La variation annuelle du déflateur des dépenses de consommation devrait passer à 3,7 % à 3,6 %. Celle du déflateur de base devrait demeurer à 3,3 %.

CANADA

Compte courant de la balance des paiements (T2) – Le déficit du compte courant devrait avoir diminué au deuxième trimestre de 2026 pour s'établir à -0,8 G\$, comparativement à -7,2 G\$ au premier trimestre. Malgré une légère hausse des prix désaisonnalisés du pétrole, les [données commerciales](#) ont pesé sur le solde du compte courant au cours du trimestre. Toutefois, cet effet a probablement été compensé par le soutien des actions canadiennes au cours de la période de trois mois.

VENDREDI 28 août - 8:30

Juin	m/m
Consensus	0,2 %
Desjardins	0,2 %
Mai	0,3 %

VENDREDI 28 août - 8:30

T2 2026	taux ann.
Consensus	3,3 %
Desjardins	2,8 %
T1 2026	-0,1 %

PIB réel par industrie (juin) – Nous prévoyons que le PIB réel a augmenté de 0,2 % en juin 2026 par rapport au mois précédent, conformément au résultat provisoire de Statistique Canada. La croissance devrait probablement provenir surtout du commerce de détail et du commerce de gros. En revanche, la faible performance des services publics, de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse ainsi que de l'extraction des ressources devrait avoir exercé une certaine pression à la baisse sur la croissance. Cela dit, [nos récentes recherches](#) suggèrent que le portrait du deuxième trimestre pourrait être plus incertain que ne l'indiquent les chiffres publiés actuellement, en raison de révisions persistantes et substantielles des données mensuelles du PIB. En ce qui concerne le mois de juillet, nos données de suivi indiquent que le PIB réel devrait demeurer globalement inchangé.

PIB réel (T2) – En ce qui concerne le PIB réel selon les dépenses, nous prévoyons un rebond au deuxième trimestre de 2026, à un taux annualisé de 2,8 %. Ce chiffre est légèrement plus élevé que la prévision de la Banque du Canada dans son [Rapport sur la politique monétaire de juillet 2026](#). La consommation des ménages a probablement été le principal moteur de la vigueur trimestrielle. Nous nous attendons à une croissance modeste des dépenses gouvernementales. Nous prévoyons également un apport positif de l'investissement des entreprises et de l'investissement résidentiel. En revanche, malgré quatre mois consécutifs d'excédents, les exportations nettes ont probablement freiné la croissance, étant donné la progression plus marquée des importations au cours du trimestre.

Indicateurs économiques

Semaine du 24 au 28 août 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 24	---	---				
MARDI 25	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Juin	1,70 %	1,90 %	1,63 %
	10:00	Confiance des consommateurs	Août	90,2	89,8	90,8
	10:00	Ventes de maisons neuves (taux ann.)	Juillet	620 000	650 000	628 000
MERCREDI 26	8:30	PIB réel (taux ann.)	T2d	1,5 %	1,5 %	1,5 %
	8:30	Nouvelles commandes de biens durables (m/m)	Juillet	0,5 %	0,7 %	0,5 %
	8:30	Revenu personnel (m/m)	Juillet	0,2 %	0,3 %	0,2 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Juillet	0,1 %	0,1 %	0,3 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Juillet	0,1 %	0,1 %	-0,1 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Juillet	0,2 %	0,2 %	0,1 %
		Total (a/a)	Juillet	3,6 %	3,6 %	3,7 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Juillet	3,3 %	3,3 %	3,3 %
JEUDI 27	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	17-21 août	209 000	212 000	206 000
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Juillet	-100,0	-106,5	-101,5
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Juillet	nd	nd	0,0 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Juillet	nd	nd	0,2 %
VENDREDI 28	9:45	Indice PMI de Chicago	Août	59,0	53,0	57,6
	10:00	Indice de confiance du Michigan – final	Août	50,6	51,0	51,0
	10:00	Discours du président de la Réserve fédérale, K. Warsh				

CANADA

LUNDI 24	---	---				
MARDI 25	---	---				
MERCREDI 26	---	---				
JEUDI 27	8:30	Compte courant de la balance des paiements (G\$)	T2	8,60	-0,80	-7,18
VENDREDI 28	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Juin	0,2 %	0,2 %	0,3 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T2	3,3 %	2,8 %	-0,1 %

Note : Desjardins, Études économiques participe à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 24 au 28 août 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
LUNDI 24							
---	---	---					
MARDI 25							
Japon	1:00	Indicateur avancé – final	Juin	nd		116,4	
Japon	1:00	Indicateur coïncident – final	Juin	nd		118,2	
Allemagne	2:00	PIB réel – final	T2	0,2 %	0,9 %	0,2 %	0,9 %
France	2:45	Confiance des consommateurs	Août	87		86	
Allemagne	4:00	Indice ifo – climat des affaires	Août	87,2		86,6	
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation courante	Août	87,0		86,5	
Allemagne	4:00	Indice ifo – situation future	Août	87,4		86,7	
MERCREDI 26							
---	---	---					
JEUDI 27							
Corée du Sud	---	Réunion de la Banque de Corée	Août	3,00 %		2,75 %	
Allemagne	2:00	Confiance des consommateurs	Sept.	-29,3		-29,6	
Zone euro	4:00	Masse monétaire M3	Juillet		3,5 %		3,3 %
Japon	19:30	Indice des prix à la consommation – Tokyo	Août		1,9 %		2,0 %
Japon	19:30	Taux de chômage	Juillet	2,5 %		2,5 %	
VENDREDI 28							
France	2:45	Dépenses de consommation	Juillet	-0,1 %	nd	0,4 %	0,1 %
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Août	0,7 %	2,4 %	0,6 %	2,1 %
France	2:45	PIB réel – final	T2	0,2 %	0,7 %	0,2 %	0,7 %
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Août	nd		-15,5	
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Août	-5,4		-6,1	
Zone euro	5:00	Confiance des services	Août	4,9		4,7	
Zone euro	5:00	Confiance économique	Août	97,6		96,9	
Italie	5:00	Confiance des consommateurs	Août	95,0		94,2	
Italie	5:00	Confiance économique	Août	nd		95,6	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT -4 heures).